



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.348/2
du 10 juillet 2019

advies 66.348/2
van 10 juli 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'article 8 de
l'annexe de l'arrêté royal du
14 septembre 1984 établissant
la nomenclature des prestations
de santé en matière d'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
artikel 8 van de bijlage van het
koninklijk besluit van
14 september 1984 tot
vaststelling van de
nomenclatuur van
geneeskundige verstrekkingen
inzake verplichte verzekering
voor geneeskundige verzorging
en uitkeringen'

Le 12 juin 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 juillet 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juillet 2019.

*

Op 12 juni 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 8 van de bijlage van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 juli 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juli 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1.1. Selon l'alinéa 3 du préambule, le projet d'arrêté est pris sur la base d'une proposition de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs.

L'alinéa 1^{er} du préambule fait apparaître que l'auteur du projet d'arrêté a, ce faisant, entendu appliquer la procédure prévue par l'alinéa 1^{er}, 1^o ¹, de l'article 35, § 2, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée »).

Il y a lieu, à ce sujet, d'observer ce qui suit.

1.2. En l'espèce, le dossier communiqué au Conseil d'État contient un extrait du procès-verbal d'une réunion que la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs a tenue le 20 mars 2019. Cet extrait se rapporte à une proposition de projet d'arrêté dont le contenu de l'article 1^{er} correspond à celui qui figure dans la version du projet d'arrêté soumise au Conseil d'État.

Il ressort de ce document que, lors de la réunion que la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs a tenue le 20 mars 2019, s'est posée la question de savoir s'il n'y avait pas lieu d'étendre le champ d'application du texte en projet à une hypothèse autre que celle prévue par celui-ci, en l'occurrence en cas de changement de numéro BCE résultant de la fusion d'un groupement infirmier avec une autre structure.

L'extrait du procès-verbal de la réunion se conclut comme suit :

« M. VERLIEFDE, président, constate que les membres émettent un accord de principe sur la prise en compte de la continuité d'intégration des aides-soignants pour des équipes structurelles qui fusionnent ou changent de numéro BCE. Le Service fera une

¹ Lu en combinaison avec l'alinéa 3 de l'article 35, § 2, de la loi coordonnée, ce qui devrait figurer à l'alinéa 1^{er} du préambule.

proposition de texte adapté incluant [l]es deux cas de figure, qui sera ensuite envoyée au Service juridique pour avis. La proposition d'arrêté royal sera ensuite proposée à l'approbation des membres, éventuellement par une procédure de consultation électronique. L'avis du SECM sera également requis.

La Commission de conventions approuve cette approche ».

Invité à préciser si un projet d'arrêté royal a été rédigé dans le sens qui vient d'être indiqué et, dans l'affirmative, si la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs s'est prononcée sur ce projet, le fonctionnaire délégué a expliqué qu'une procédure de consultation électronique des membres de cet organe a été lancée le 28 mars 2019.

Les membres de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs ont, à cette date, reçu un courriel rédigé comme suit :

« Chers membres,

La dernière réunion de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs s'est tenue le mercredi 20 mars 2019.

Au cours de cette réunion a été présentée la note CCW n° 2019/12 proposant une adaptation du texte de la nomenclature prenant en compte la fusion d'équipes structurelles répondant aux conditions d'intégration des aides-soignants. En séance, un autre cas avait été évoqué : en cas de fusion d'un groupement infirmier avec une autre structure (un groupe d'aides-familiales par exemple), le changement de numéro BCE implique nécessairement un changement de numéro tiers-payant de groupe. Il a donc été décidé de faire une proposition incluant ces deux cas (fusion d'équipes structurelles répondant aux conditions et changement de numéro BCE d'une équipe structurelle répondant aux conditions) pour la dispense de la période préalable des 6 mois d'activité du groupement.

Cette nouvelle proposition a été soumise au Service juridique qui nous a signifié que la deuxième situation est fortement différente de la première. Cette proposition nécessite une nouvelle analyse juridique, ce qui retarderait le projet d'adaptation.

Il est donc proposé de garder la proposition d'adaptation de la nomenclature telle qu'elle a été présentée lors de la réunion – avec une adaptation légistique à l'article 2. Dans un deuxième temps, les autres cas de figures pourront être analysés juridiquement.

Nous soumettons dès lors le point suivant dans le cadre d'une consultation écrite :

L'adaptation des dispositions détaillées concernant les prestations infirmières effectuées par des aides-soignants – Fusion d'équipes structurelles (note CCW n° 2019/12bis – en pièce jointe).

Pour que nous puissions acter l'approbation de la Commission de conventions, nous vous demandons de nous transmettre votre accord par e-mail pour le vendredi 5 avril 2019, 10 heures, au plus tard. Aucune réponse ne pourra être prise en compte passé ce délai. En l'absence de réponse de votre part, nous considérerons que vous marquez votre accord sur ce point ».

Le fonctionnaire délégué a expliqué que deux membres de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs ont, dans le délai imparti, envoyé un courriel marquant leur accord sur la proposition qui leur était faite, l'un de ces membres suggérant toutefois que l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet soit fixée au 1^{er} janvier 2020.

Il résulte aussi des explications du fonctionnaire délégué que, le 10 avril 2019, les membres de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs ont reçu un courriel ainsi libellé :

« Chers membres,

Suite à la consultation électronique concernant l'adaptation des dispositions détaillées concernant les prestations infirmières effectuées par des aides-soignants (Fusion d'équipes structurelles – note CCW n° 2019/12bis), nous vous informons que la proposition d'adaptation a été approuvée par les membres de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs.

Nous prenons en compte la remarque de M. Peters et nous proposerons une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, qui est également légistiquement plus cohérente.

Le projet d'arrêté royal sera donc en principe présenté à la fin du mois d'avril devant la Commission de contrôle budgétaire et au Comité de l'assurance ».

La version du projet d'arrêté soumise au Conseil d'État correspond à celle qui résulte de cette procédure de consultation électronique. La date à laquelle ladite procédure a été clôturée – à savoir le 5 avril 2019 – est celle qui est visée à l'alinéa 3 du préambule de la version du projet d'arrêté soumise au Conseil d'État.

1.3. La procédure qui a été suivie appelle les observations suivantes.

a) À la lecture du procès-verbal de la réunion du 20 mars 2019, il apparaît que, ce jour-là, la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs n'a pas formulé de proposition en application de l'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi coordonnée. Au contraire, il ressort du procès-verbal de ladite réunion qu'à cette occasion la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs a souhaité que lui soit adressé un autre projet de texte que celui qui lui était soumis.

b) Quelques jours plus tard, un projet de texte dont le contenu correspond, en substance, au projet de texte initial a finalement été soumis à nouveau aux membres de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs, et ce en faisant application d'une procédure de consultation électronique.

L'article 12 du règlement d'ordre intérieur de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs, qui a été approuvé par un arrêté royal du 12 novembre 2017², prévoit effectivement la faculté de consulter les membres de cet organe par la voie électronique.

Il importe toutefois d'observer qu'il ne prévoit l'application de ladite procédure que « [p]our les affaires urgentes d'une importance mineure ».

En l'espèce, aucun élément du dossier n'est de nature à établir que cette condition était remplie.

² Cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 30 novembre 2017.

En outre et en tout état de cause, à supposer qu'il était urgent pour la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs de formuler une proposition, une telle urgence est démentie, d'une part, par le fait qu'il a été proposé de ne faire entrer en vigueur l'arrêté en projet que le 1^{er} janvier 2020 et, d'autre part, par la circonstance qu'il s'est écoulé un délai d'environ deux mois entre la formulation de ladite proposition et le moment auquel la demande d'avis sur le projet d'arrêté a été introduite auprès du Conseil d'État.

c) En conclusion, la formalité prescrite par l'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi coordonnée n'a pas été régulièrement accomplie.

2. Selon l'article 27, alinéa 4, de la loi coordonnée, toute proposition d'une commission de conventions qui est formulée en vertu de l'article 35, § 2, de la même loi doit faire l'objet d'un avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux. L'article 27, alinéa 4, de la loi coordonnée précise que cet avis est formulé en séance de la Commission de conventions et ajoute que, si ce n'est pas le cas, l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux doit être formulé par écrit dans les cinq jours ouvrables suivant le jour de la séance de la commission de conventions. Il prévoit encore que l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux est censé avoir été donné s'il n'a pas été formulé en séance ou par écrit dans le délai de cinq jours susvisé.

En l'espèce, l'alinéa 4 du préambule du projet d'arrêté vise l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux en indiquant que cet avis a été donné le 5 avril 2019, qui constitue la date à laquelle la procédure de consultation électronique des membres de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs a été clôturée.

Selon le fonctionnaire délégué,

« l'avis positif du Service d'évaluation et de contrôle médicaux était considéré donné dans la même consultation électronique ».

Comme la procédure menée devant la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs ne l'a pas été régulièrement, il ne peut être considéré que le Service d'évaluation et de contrôle médicaux aurait régulièrement donné son avis au cours de cette procédure.

De surcroît, aucune pièce du dossier ne révèle que l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux aurait été donné lors de la consultation électronique des membres de la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier-organismes assureurs.

La formalité prescrite par l'article 27, alinéa 4, de la loi coordonnée n'a donc pas été régulièrement accomplie non plus.

EXAMEN DU PROJET

Dans la phrase liminaire de l'article 1^{er}, les mots « modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du XX XXXX XXX » seront remplacés par les mots « inséré par l'arrêté royal du 22 novembre 2013 ».

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1.1. Volgens het derde lid van de aanhef wordt dit ontwerpbesluit vastgesteld op basis van een voorstel van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen.

Uit het eerste lid van de aanhef blijkt dat het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om gebruik te maken van de procedure bepaald in het eerste lid, 1°, ¹ van artikel 35, § 2, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna : “de gecoördineerde wet”).

In dat verband dient het volgende opgemerkt te worden.

1.2. *In casu* bevat het dossier dat aan de Raad van State bezorgd is een uittreksel uit de notulen van een vergadering van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen die plaatsgevonden heeft op 20 maart 2019. Dat uittreksel heeft betrekking op een voorstel van ontwerpbesluit waarvan artikel 1 overeenstemt met artikel 1 van de versie van het ontwerpbesluit dat aan de Raad van State voorgelegd is.

Uit dat stuk blijkt dat tijdens de vergadering van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen die op 20 maart 2019 gehouden is, de vraag gerezen is of er geen grond bestond om het toepassingsgebied van de ontworpen tekst uit te breiden tot een geval waarmee in die tekst geen rekening gehouden was, namelijk de wijziging van het KBO-nummer ten gevolge van de fusie van een verpleegkundige groepering met een andere structuur.

¹ Gelezen in samenhang met het derde lid van artikel 35, § 2, van de gecoördineerde wet, wat in het eerste lid van de aanhef vermeld zou moeten worden.

Dat uitsnede van de notulen van die vergadering bevat de volgende conclusie:

“De h. VERLIEFDE, voorzitter, stelt vast dat de leden een principeakkoord hebben over het feit dat rekening wordt gehouden met de continuïteit van de integratie van zorgkundigen voor structurele equipes die fuseren of van KBO-nummer veranderen. De dienst zal een aangepast tekstvoorstel met vermelding van de twee situaties opstellen, dat vervolgens voor advies aan de juridische dienst zal worden bezorgd. Het voorstel van koninklijk besluit zal vervolgens ter goedkeuring worden voorgesteld aan de leden, eventueel via een procedure van elektronische raadpleging. Het advies van de DGEC is eveneens nodig.

De Overeenkomstencommissie is het eens met die aanpak.”

Naar aanleiding van de vraag of een ontwerp van koninklijk besluit in de zopas aangegeven zin opgesteld is en, zo ja, of de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen zich over dat ontwerp uitgesproken heeft, heeft de gemachtigde ambtenaar uitgelegd dat een procedure van elektronische raadpleging van de leden van dat orgaan gestart is op 28 maart 2019.

De leden van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen hebben die dag de volgende mail ontvangen:

“Beste leden,

De vorige vergadering van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen heeft plaatsgevonden op woensdag 20 maart 2019.

Tijdens die vergadering werd de nota OW nr. 2019/12 voorgelegd met een nomenclatuurwijziging rond de fusie van structurele equipes die voldeden aan de voorwaarden voor de integratie van zorgkundigen. Tijdens de zitting werd een andere situatie gemeld: de samensmelting van een groepering van verpleegkundigen met een andere structuur (bijv. een organisatie van gezinshulp) waarbij de wijziging van KBO-nummer leidt tot een wijziging van het derdebetalersnummer van de groep. Er is toen beslist om een voorstel uit te werken om beide situaties (fusie van structurele equipes die aan de voorwaarden voldoen en verandering van het KBO-nummer van een structurele equipe die voldoet aan de voorwaarden) te vatten voor vrijstelling van de voorafgaande periode van 6 maanden activiteit van de groep.

We hebben dit nieuw voorstel voorgelegd aan de Juridische dienst die ons meldt dat die tweede situatie toch sterk verschilt van de eerste. Dit nieuw voorstel vereist dus opnieuw een juridische analyse, die de aanpassingen zal vertragen.

We stellen dus voor om het voorstel tot nomenclatuurwijziging te behouden zoals die werd voorgelegd in de vergadering – met een correctere legistische formulering in artikel 2. In een tweede fase kunnen andere situaties juridisch worden onderzocht.

Wij leggen nu het volgende punt voor in het kader van een schriftelijke consultatie:

Aanpassing van de specifieke bepalingen inzake de verstrekkingen verleend door zorgkundigen – Fusies van structurele equipes (nota OW nr. 2019/12bis – in bijlage).

Opdat wij de goedkeuring van de Overeenkomstencommissie kunnen vastleggen, vragen wij u om ons uw akkoord via mail te bezorgen, uiterlijk op vrijdag 5 april 2019 om 10 uur. Met reacties na deze termijn zal geen rekening worden gehouden. Afwezigheid van een reactie van uw kant zullen we beschouwen als een goedkeuring van dit punt.”

De gemachtigde ambtenaar heeft verklaard dat twee leden van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen binnen de gestelde termijn een mail gestuurd hebben waarbij zij instemmen met het voorstel dat aan hen gedaan was, maar waarbij een van die leden evenwel voorgesteld heeft om te bepalen dat het ontworpen besluit pas op 1 januari 2020 in werking zou treden.

Uit de toelichting van de gemachtigde ambtenaar blijkt eveneens dat de leden van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen op 10 april 2019 de volgende mail ontvangen hebben:

“Beste leden,

Na de elektronische consultatie over de aanpassing van de nadere bepalingen inzake de verpleegkundige verstrekkingen uitgevoerd door zorgkundigen (fusie van structurele equipes - nota OW nr. 2019/12bis) melden wij dat het voorstel tot aanpassing goedgekeurd werd door de leden van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen.

Wij houden rekening met de opmerking van mr. Peters en wij zullen een inwerkingtreding op 1 januari 2020 voorstellen, wat ook legistiek coherenter is.

Het ontwerp van koninklijk besluit zal dus in principe eind april worden voorgelegd aan de Commissie voor Begrotingscontrole en het Verzekeringscomité.”

De versie van het ontwerpbesluit die aan de Raad van State voorgelegd is, komt overeen met de versie die uit die procedure van elektronische raadpleging voortkomt. De datum waarop de voormelde procedure afgesloten is – namelijk 5 april 2019 – is die welke vermeld staat in het derde lid van de aanhef van de versie van het ontwerpbesluit die aan de Raad van State voorgelegd is.

1.3. De procedure die daarbij gevolgd is, geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

a) Uit de notulen van de vergadering van 20 maart 2019 blijkt dat de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen die dag geen voorstel geformuleerd heeft met toepassing van artikel 35, § 2, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wet. Integendeel, uit de notulen van de voormelde vergadering volgt dat de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen bij die gelegenheid de wens geuit heeft dat aan haar een ander tekstontwerp bezorgd zou worden dan datgene dat aan haar voorgelegd was.

b) Enkele dagen later is uiteindelijk nogmaals een tekstontwerp waarvan de inhoud grosso modo overeenstemt met het oorspronkelijk tekstontwerp aan de leden van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen voorgelegd met gebruikmaking van de procedure van elektronische raadpleging.

Artikel 12 van het huishoudelijk reglement van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen, welk reglement goedgekeurd is bij een koninklijk besluit van 12 november 2017,² voorziet inderdaad in de mogelijkheid om de leden van dat orgaan langs elektronische weg te raadplegen.

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat de voormelde procedure krachtens dat artikel alleen toegepast mag worden “[v]oor de minder belangrijke dringende zaken”.

In casu kan op basis van geen enkel gegeven in het dossier aangetoond worden dat die voorwaarde vervuld is.

Gesteld dat de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen het dringend noodzakelijk achtte om een voorstel te formuleren, wordt die dringende noodzakelijkheid bovendien hoe dan ook gelogenstraft door, enerzijds, het feit dat voorgesteld is om het ontworpen besluit pas op 1 januari 2020 in werking te laten treden en, anderzijds, door de omstandigheid dat een termijn van ongeveer twee maanden verstreken is tussen het formuleren van voormeld voorstel en het ogenblik waarop de adviesaanvraag betreffende het ontwerpbesluit bij de Raad van State ingediend is.

c) Kortom, het vormvereiste dat voorgeschreven is bij artikel 35, § 2, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wet is niet op regelmatige wijze vervuld.

2. Volgens artikel 27, vierde lid, van de gecoördineerde wet moet voor elk voorstel van een Overeenkomstencommissie dat krachtens artikel 35, § 2, van diezelfde wet geformuleerd wordt het advies worden ingewonnen van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle. In artikel 27, vierde lid, van de gecoördineerde wet staat dat dit advies tijdens de vergadering van de Overeenkomstencommissie geformuleerd wordt en dat, indien dat niet het geval is, het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle schriftelijk geformuleerd moet worden binnen vijf werkdagen die volgen op de dag van de vergadering van de Overeenkomstencommissie. Nog volgens diezelfde bepaling wordt dat advies geacht door de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle gegeven te zijn indien het niet tijdens de vergadering of schriftelijk geformuleerd is binnen de voormelde termijn van vijf dagen.

In casu wordt in het vierde lid van de aanhef van het ontwerpbesluit verwezen naar het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle en wordt vermeld dat dit advies gegeven is op 5 april 2019, wat de datum is waarop de procedure van elektronische raadpleging van de leden van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen afgesloten is.

De gemachtigde ambtenaar heeft in dat verband het volgende verklaard:

“[L]’avis positif du Service d’évaluation et de contrôle médicaux était considéré donné dans la même consultation électronique.”

² Dat besluit is op 30 november 2017 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Aangezien de procedure die voor de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen gevolgd is niet regelmatig verlopen is, kan er niet van uitgegaan worden dat de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle zijn advies in de loop van die procedure op regelmatige wijze gegeven zou hebben.

Daarenboven blijkt uit geen enkel stuk van het dossier dat het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle gegeven zou zijn tijdens de elektronische raadpleging van de leden van de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen.

Het vormvereiste dat voorgeschreven is bij artikel 27, vierde lid, van de gecoördineerde wet is dan ook evenmin op regelmatige wijze vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

In de inleidende zin van artikel 1 moeten de woorden “laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van XX XXXX XXXX” vervangen worden door de woorden “ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 november 2013”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT